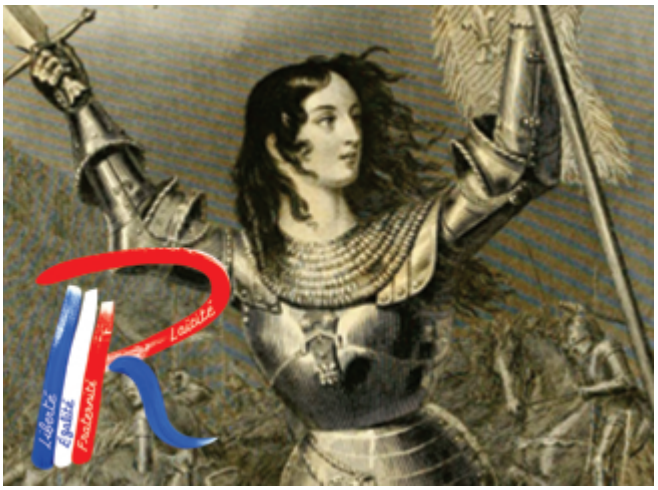
Histoire-géographie au lycée ou comment on embrigade la jeunesse, par Marc Longobard

écrit par Christine Tasin | 11 février 2013



L'enseignement de l'Histoire en France n'est pas un long fleuve tranquille. Il a toujours donné lieu à des polémiques tant sur les contenus que sur les méthodes: Histoire événementielle contre histoire sociale, adeptes du respect de la chronologie contre les tenants des analyses sur la longue durée sans repères temporels…

Néanmoins, conformément à ce qu'affirmait Napoléon : « *Qu'est ce que l'histoire si ce n'est une fable sur laquelle tout le monde s'entend* ? », la République avait réussi à imposer un formatage des esprits qui, même s'il avait la fâcheuse tendance à négliger tout ce qui avait précédé 1789, avait tout de même contribué à forger une Histoire-Mémoire collective. C'est pourquoi de nombreux enseignants d'Histoire, pas dupes, s'en étaient accomodé. Une certaine unité du peuple français (sans forcément tomber dans les excès du nivellement jacobin) pouvait justifier certaines libertés prises avec la véracité des faits historiques.

Aujourd'hui, le totalitarisme mondialiste qui tend à détruire

à marche forcée les identités culturelles et sexuelles des peuples afin de mieux écouler ses gadgets dans un monde meilleur, peuplé de pacifiques citoyens- consommateurs interchangeables se propose de «déconstruire le roman national français». Les grands maîtres du pédagogisme s'en sont donné a cœur joie dans l'élaboration de nouveaux programmes d'histoire- Géographie taillés sur mesure.

Les procédés utilisés : intellectualisme déconnecté des centres de préoccupation des élèves, **dénigrement systématique de notre culture et de notre civilisation, introduction de chapitres consacrés à d'autres civilisations, révisionnisme. Tout un corpus de chapitres de plus en plus indigestes qui auront été oubliés sitôt appris. Mais, au fond, n'est ce pas l'effet escompté ?**

L'intellectualisme débridé de nos bobocrates parisiens qui imposent à nos élèves de terminale, parfaitement inintéressés et indifférents, souvent ignares, une analyse du rapport des sociétés à leur passé à travers l'étude d'une ville: Jérusalem, Rome ou Paris. **Ainsi le candidat au baccalauréat se devra de retenir les dates des lois relatives à la conservation du patrimoine alors qu'il ne sait plus identifier les grandes dates permettant de borner les périodes de l'Histoire (Antiquité, Moyen-Age, Temps Modernes, époque contemporaine).**

On paye les quarante années d'errance pédagogique qui ont privilégié l'éveil et les méthodes dites «actives» aux dépens de la transmission des savoirs et de la mémorisation. Les élèves, déjà complètement destructurés par des situations familiales de plus en plus compliquées et une overdose télévisuelle sont **confrontés en cours à un zapping thématique dissocié de la chronologie**. Une fois de plus l'école choisit d'accompagner la déliquescence de la société plutôt que de se poser en digue protectrice.

Les maîtres mots des programmes sont la mondialisation et la

gouvernance mondiale qui devra en être l'aboutissement ultime.

Ainsi, on ne recule devant aucune falsification des faits historiques ni aucune manipulation des esprits pour former les «jeunes citoyens du monde», futurs consommateurs décérébrés et interchangeables.

La première étape grossière de cet embrigadement consiste à dénigrer systématiquement tout ce qui pourrait évoquer notre identité française et européenne au nom du multiculturalisme et de l'ouverture au monde.

On a beaucoup glosé sur l'éviction de Clovis, Charles Martel, Saint Louis ou Louis XIV des programmes de collège «*pour ne pas braquer les populations d'origine étrangère ou heurter les enfants musulmans*», mais au Lycée le travail de sape se révèle plus subtil.

Si la part des Européens dans l'histoire du peuplement du monde est abordée en classe de seconde, c'est pour en arriver à l'amalgame douteux entre les émigrés européens du XIXème siècle (Irlandais ou Italiens) avec l'immigration extra-européenne actuelle. D'autre part, ce chapitre introductif interdit à l'enseignant de réaliser des projection et de montrer à ses élèves que les Européens sont une espèce en voie d'extinction – grand ethnocide par remplacement et métissage souhaité par toutes nos «élites».

Ceci est confirmé lors du chapitre qui suit, consacré à la citoyenneté dans l'antiquité gréco – romaine où l'enseignant s'appliquera à démontrer la supériorité de la conception juridique de la citoyenneté romaine qui ne souffrait aucune barrière ethnique – même si cette citoyenneté était devenue une coquille vide (comme aujourd'hui) – sur la conception politique athénienne «qui n'avait de commun avec notre démocratie que le nom». Les Athéniens qui associaient citoyenneté et nationalité régie par le droit du sang, ne partageaient pas l'exercice du pouvoir avec les femmes, les

métèques et les esclaves! **Imaginez Vichy en peine Grèce classique**!

Cependant l'enseignant ne doit en aucune manière rappeler comment l'Empire romain s'est effondré, et pour cause!

Arrive le chapitre sur les Grandes découvertes de la Renaissance: Les Européens (par leur génie) s'ouvrent de nouveaux horizons. **Ils entrent en relation avec l'Empire ottoman dont on doit expliquer qu'il n'a été qu'un prolongement de l'Empire byzantin. Quant à la pratique du pouvoir de la dynastie Ming en Chine, elle expliquerait le massacre de la place Tien Anmen de 1989.**

Il s'agit de préparer nos élèves à l'entrée programmée de l'entrée de la Turquie dans l'UE et à être payés comme des Chinois. Notre bonne République ne recule devant aucun révisionnisme quant il s'agit de distiller les hypocrisies et les cynismes du mondialisme. Comme disait le Docteur en propagande M Goebbels : « *un grand mensonge passe mieux qu'un petit* ».

Quant au chapitre intitulé *Libertés et Nations en France et en Europe vers 1850*, il arrive en fin d'année scolaire. De ce fait il est condamné à être bâclé mais l'enseignant doit se débrouiller pour finir son programme en apothéose avec l'abolition de l'esclavage de 1848.

Vous pourrez penser que la géographie qui est une discipline plus descriptive, presque scientifique échappe à un tel conditionnement des esprits et au viol des consciences. Pas du tout.

Un exemple: le chapitre introductif au programme de terminale intitulé des cartes pour expliquer le Monde. Il s'agit d'y développer l'esprit critique des élèves, on ne peut que s'en féliciter. Mais une fois de plus, la critique ne doit pas sortir des clous idéologiques. **Ainsi ils doivent apprendre à se détacher de la carte du monde qu'ils ont l'habitude de voir**

depuis leur tendre enfance sous prétexte que celle-ci est centré sur l'Europe et que l'Europe n'est plus le centre du monde. Même les noms des continents deviennent sujets à caution dans la mesure où ils ont été nommés par des Européens. Il faudrait vraiment que les Africains se prennent un peu en charge et rebaptisent leur continent d'un nom bien à eux!

L'enseignement d'Histoire géographie n'a pas son pareil en France pour fourguer tout ce qui ne fonctionne pas, c'est la grande foire aux invendus. Il y a quelques années c'était la citoyenneté, aujourd'hui, c'est le développement durable dont le bulletin officiel précise «*qu'il ne consiste pas à préserver la nature mais d'assurer le bonheur de l'homme en société*». Nous voilà (presque) rassurés. L'explosion démographique des pays du Sud doit être abordée sans catastrophisme et sans inciter au néomalthusianisme (réduire le nombre d'enfants pour améliorer ses conditions d'existence) et surtout ne pas envisager de décroissance… c'est qu'il va falloir équiper tous ces nouveaux petits terriens en I-Phone!

La nature a horreur du vide: une fois nos élèves dépossédés de leurs racines culturelles et de la connaissance de leur passé, il faut procéder à un remplissage qui tient autant à l'acculturation.

Ainsi au collège, les débuts de l'Islam, l'empire Monomotapa, la puissance des empires africains, à l'image du Kanga Moussa où Kankou Moussa remplacent Saint- Louis dans le nouveau programme.

Les élèves de terminale doivent potasser toute l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier allemand de Bismarck à nos jours ainsi que les mouvements religieux aux Etats- Unis depuis le XIXème siècle. Est -ce de la part des hauts fonctionnaires, des commissions et des universitaires qui élaborent les programmes une façon de lorgner vers un socialisme efficace et patriote qui a fait ses preuves et

cacher l’ineptie d’un socialisme français qui n’a de français que le nom ou pour masquer une laïcité spécifiquement républicaine qui prend l’eau de toute parts? Je rappelle, pour information que tous ces délires ont été concoctés sous l’ère Sarkozy.

Nous l’avons vu plus haut ces programmes privilégient l’ouverture sur le monde au nom du sacro-saint «vivre ensemble». Ils doivent vider la France de toute âme, de toute personnalité ethno-culturelle pour la réduire à une simple expression géographique- le mot n’est plus de Metternich mais de **M Besson, ministre de l’immigration de l’ancien président qui proclamait: «La France n’est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion. C’est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble»**.

Cependant les objectifs clairement établis au bulletin officiel vont plus loin: « ***les programmes visent la socialisation démocratique et républicaine des jeunes en s’opposant à des idées qui pourraient mettre en péril la démocratie.*** » Vous pensiez immédiatement à l’islamisme ? Il n’en est rien.

Il faut éradiquer tout esprit libre rétif au nouveau credo, annihiler toute velléité de résistance qui se développe aujourd’hui dans les mouvements populistes.

La droite dite extrême fait donc son entrée très remarquée dans les programmes scolaires :

En Seconde, la révolution française doit être survolée. Les révolutionnaires ont été incapables d’établir un régime stable, durable et apaisé, ils se sont laissé emporter par leurs passions qu’ils ont portées à un paroxysme jamais atteint depuis les guerres de religion et ils ont eu raison de… la Raison à laquelle ils se référaient. La Monarchie constitutionnelle a été un échec, La France a loupé le coche de la modernité politique, c’est exclusivement la faute de la

contre-révolution, ancêtre de l'extrême droite. C'est tellement commode !

En classe de Terminale, on ressort les vieux plats et on les réchauffe pour les besoins de la cause :

Dans un chapitre relatif aux rapports que les sociétés entretiennent avec leur passé, les élèves doivent retenir tous les historiens et cinéastes qui ont fait ressurgir l'histoire de Vichy et de la collaboration. Un peu plus loin, un autre chapitre inédit se propose d'étudier le rôle des médias dans les grandes crises politiques qui ont marqué la République depuis l'affaire Dreyfus (!) jusqu'au 21 avril 2002 en passant par le 6 février 1934, l'Occupation et la guerre d'Algérie. **Tout élève un tant soit peu attentif à ses cours devra ressortir en soupirant : « *décidément, que la France serait un pays de cocagne sans la présence de cette extrême droite immonde qui gâche toujours tout et nous empêche de tourner en rond* »**.

Pour les élèves obtus ou dont les parents votent mal et peuvent exercer une mauvaise influence sur leur progéniture, il y a l'ECJS- Education Civique Juridique et Sociale qui est là pour enfoncer le clou : **« les discriminations mènent au racisme », « SOS racisme défend les personnes discriminées »… à condition qu'elles ne soient ni de souche européenne, ni chrétienne ! Bien entendu, la HALDE fournit gracieusement les supports pédagogiques.**

Après plus de vingt ans de passion pour mon métier, **je fais l'amer constat d'être devenu malgré moi un commissaire politique dont la mission consiste à couvrir le grand remplacement de population qui s'opère sous nos yeux sans aucun contrôle citoyen avec en corollaire la dépersonnalisation de notre pays.** La connaissance et l'érudition ont été délibérément sacrifiées au profit de ce totalitarisme mou qui bouleverse de façon radical nos sociétés. Fort heureusement les publications qui tentent de

sensibiliser l’opinion à cette menace majeure pour notre survie en tant que peuple sont nombreuses. Je peux citer le numéro 4 du Figaro-Histoire ou l’ouvrage de Dimitri CASALI édité chez Lattès : « **L’Histoire de France interdite, pourquoi nous ne sommes plus fiers de notre histoire ?** », publiés tous deux il y a quelques mois..

Marc Longobard, professeur d’Histoire géographie